La Cour des comptes sonne l'alarme sur les finances

23/06/2010 à 15h50

La Cour des comptes a tiré mercredi la sonnette d'alarme sur la situation financière de la France, qui risque selon elle d'hypothéquer la souveraineté du pays en l'absence d'une action immédiate et forte.

Son président Didier Migaud a estimé que l'objectif de ramener le déficit à 3% du PIB en 2013 n'était pas assuré à ce jour, ni la soutenabilité à moyen terme des finances publiques. "*Le gouvernement entend ramener le déficit public à 3% du PIB en 2013. Mais la Cour est dans son rôle lorsqu'elle indique que les conditions de ce rétablissement sont loin d'être assurées à ce jour,*" a-t-il dit devant les commissions des Finances et des Affaires sociales de l'Assemblée nationale.

> ***"La soutenabilité des finances publiques de la France n'apparaît dès lors pas assurée à moyen terme, sauf si bien sûr des mesures sont prises," a-t-il ajouté. L'ancien président socialiste de la commission des Finances de l'Assemblée présentait le rapport de la Cour sur la situation et les perspectives des finances publiques, préalable au débat d'orientation budgétaire qui débute fin juin.***

"*L'état de nos finances publiques s'est aggravé de façon très sérieuse en 2009 et début 2010. La situation n'est pas encore irréversible, si la France s'attelle dès maintenant à une action de redressement forte, crédible et durable,*" a-t-il dit.

"*Si la gravité du mal dont nos finances publiques sont*

atteintes est de longue date chronique, ce mal a franchi un nouveau stade. Il y a donc urgence à prendre des mesures immédiates, sauf à hypothéquer notre indépendance et notre souveraineté si les tendances actuelles devaient se poursuivre," a-t-il ajouté.

Le projet de réforme des retraites annoncé par le gouvernement réduit peu le déficit à court terme, alors qu'il y a urgence, a déclaré Didier Migaud, plaidant pour des mesures à effet immédiat.

Le premier président de la Cour des comptes a jugé impératif la fin des baisses d'impôts et inévitable une hausse des prélèvements, sa préférence allant aux coupes dans les niches fiscales et sociales.

Comme ses partenaires européens, la France promet une réduction rapide de ses déficits qui permettrait de stabiliser une dette publique qui a gonflé en raison de la crise. Le gouvernement français s'est engagé à réduire le déficit public à 3% du PIB en 2013 contre 8% cette année par une maîtrise sans précédent des dépenses et un bond des recettes lié à une croissance économique de 2,5% en moyenne de 2011 à 2013, supérieure aux prévisions de plusieurs institutions et économistes.

Les Échos

(Merci à SPOILER)